

DEPARTEMENT

Dordogne

ARRONDISSEMENT

Sarlat

CANTON

St Cyprien

COMMUNE DE DOMME**PROCES-VERBAL****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****NOMBRE***de conseillers**En exercice :15**De présents :13**De votants :15*

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 03/07/2018.

Le présent procès-verbal est approuvé le : 02/07/2018.

**Intervention de
M. le Comptable du
Trésor**

L'an deux mil dix huit, le 22 mai à 18 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni en séance ordinaire au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs GOUNARD - LAGRANGE – LAHALLE - TROUBADY - ARMAGNAC – COUSIN – CASSAGNOLE – PLETT – OZANNE – JOURDAN – GERMAIN – LAMBERT – PASQUET.

Etaient absents : Mme DUFOUR (procuration à M. COUSIN), M. CAMINADE (procuration à M. OZANNE).

Le Secrétariat de séance était assuré par : Mme LAGRANGE.

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le 11/05/2018.

M. Philippe Henrot, Comptable du Trésor, est invité à intervenir pour présenter la situation financière de Domme.

Les recettes de fonctionnement restent stables malgré la DGF en diminution depuis 2014. Concernant les dépenses de fonctionnement, celles-ci ont augmenté : 43 % pour les charges de personnel et 12 % pour les charges de gestion courante.

La capacité d'autofinancement brute est en baisse mais la capacité d'autofinancement nette reste positive.

La politique d'investissement est dynamique avec des recettes qui font appel à l'emprunt et bénéficient de subventions nombreuses et importantes.

Les fonds de roulement sont épuisés depuis 2017 et la trésorerie de la Commune reste à surveiller attentivement.

L'endettement de la commune était en baisse depuis 2015 et à repris depuis, la commune ayant eu recours à l'emprunt pour financer ses investissements.

Avec une population de 964 habitants, les recettes, dépenses et charges de personnel sont supérieures aux moyennes départementales, régionales et nationales.

La capacité brute d'autofinancement est de 123 €/habitant (140 € pour le Département, 144 € pour la région, 153 € au niveau national).

Les Bases fiscales sont supérieures aux moyennes départementales, régionales et nationales. Les taxes directes locales sont inférieures à la moyenne départementale.

Multiple Rural1) Adoption de décisions modificatives du budget 2018 du Multiple Rural

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte deux décisions modificatives du budget 2018 du Multiple Rural.

- Décision Modificative n° 1 :

Objet des dépenses	Chapitre et article	Diminution sur crédits déjà alloués :	Augmentation des crédits
Constructions	2313	33.700,00 €	
Autres immobilisations corporelles	2188		33.700,00 €
TOTAL		33.700,00 €	33.700,00 €

- Décision Modificative n° 2 :

Objet des dépenses	Chapitre et article	Diminution sur crédits déjà alloués :	Augmentation des crédits
Intérêts des autres dettes	6618		314,00 €
Entretien et réparation bâtiments publics	615221	314,00 €	
TOTAL		314,00 €	314,00 €

2) Achats d'équipements pour le Multiple Rural

Dans le cadre de l'équipement du Multiple Rural, le Conseil Municipal à l'unanimité accepte l'achat de gondoles et de vitrines réfrigérées, adopte les devis suivants, autorise le Maire à les signer et à solliciter des subventions pour financer cet achat et notamment les financements du Conseil Départemental de la Dordogne :

- devis d'un montant de 13.908,40 € HT (soit 13.882,00 € HT + éco participation de 26,40 €) de BONNET NEVE (groupe EPTA France) pour des meubles frigorifiques de vente avec options de déchargement et mise en accouplement (640 €) et Engin de déchargement (495 €).
- devis d'un montant de 13.015,43 € HT de HMY pour des ensembles muraux et gondoles commerciales.

La présente délibération annule et remplace celle du 12 avril 2018 ayant le même objet.

3) Adoption et signature des baux

Le Maire rappelle le projet de création d'un Multiple Rural dans les anciens locaux de la Poste (bureaux + centre de tri) sis Place de la Halle à Domme.

Il rappelle que la commune de Domme est un pôle touristique qui connaît un pic d'affluence en été, tout en conservant une vie de village en hiver et qu'actuellement, elle ne dispose d'aucun point de vente alimentaire ouvert à l'année. En créant ce Multiple Rural, la Commune de Domme a pour objectif d'assurer un service de proximité à la population locale notamment pour les produits de 1^{ère} nécessité et de redynamiser le bourg en créant une attraction commerciale et un pôle de vie à la fois social et économique.

Il rappelle que la structure juridique envisagée serait une entreprise individuelle, structure pouvant convenir à un couple qui souhaite s'installer. Il précise que les locaux sont aménagés et équipés par la municipalité qui les louera pour les activités suivantes : alimentation générale, équipement de la maison, tabac, presse et jeux.

Il indique que les travaux d'aménagement des locaux sont en cours de réalisation.

Il rappelle également qu'il existe au dessus des locaux en cours d'aménagement, un logement qui conviendrait pour l'hébergement des futurs gérants du Multiple Rural.

Le Maire indique que la commune de Domme a engagé une consultation pour le choix des futurs gérants, laquelle a été accompagnée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Dordogne et par l'Enseigne VIVAL (groupe CASINO).

Il précise que les candidatures devaient répondre à des critères de sélection stricts et précis. Les candidats restant après sélection et renonciation de certains d'entre eux, ont été auditionnés le 05 mars 2018 par une Commission composée de :

- Jean-Claude Cassagnole, Maire ;
- Jocelyne Lagrange, Maire-Adjoint ;
- Bernard Lambert, Conseiller Délégué ;
- Marie-Claude Fournier, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Dordogne ;
- Laurent Nouhaud, Bernard Roux et Fabrice Mulé de l'Enseigne VIVAL (groupe CASINO).

Il informe le Conseil Municipal que la candidature de M. et Mme Charlot (02340 Noircourt) a été retenue par la commission et lui propose :

- d'autoriser le Maire à signer avec M. et Mme Charlot un bail pour la location du Multiple Rural, sis Place de la Halle, et de ses équipements, à compter du 1^{er} juin 2018, et pour la location du logement situé au dessus du Multiple Rural et sis rue Taillefer, à compter du 15 avril 2018 ;
- de fixer à 600 € (six cent Euros) le loyer mensuel de la location du Multiple Rural et d'exempter de loyer les gérants pour les mois de juin et juillet 2018 ;
- de fixer à 519,05 € (cinq cent dix neuf Euros et cinq cents) le loyer mensuel du logement situé rue Taillefer, au dessus du Multiple Rural, loyer fixé conformément à la délibération du 17 juin 2013, et d'exempter de loyer les occupants du 15 avril au 30 juin 2018 ;

- qu'il soit indiqué dans les baux que tout arrêt de l'exploitation du Multiple Rural entraînera de facto la rupture du bail concernant le logement ;
- de confier à Maître Sandra Oudot, Notaire de la commune de Domme, la rédaction du bail ou des baux si nécessaire.

Après, en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité adopte à l'unanimité les propositions visées ci-dessus.

La présente délibération annule et remplace celle du 12 avril 2018 ayant le même objet.

4) Adoption d'avenants au marché de travaux

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte les avenants suivants au marché de travaux de création d'un Multiple Rural et autorise le Maire à les signer.

Entreprise	Lot	N°	Montant HT
SSC VAUNAC	Gros-œuvre – Démolition	1	1.660,75 €
ESPITBOIS	Charpente bois	2	2.640,20 €
ESPIT BOIS	Menuiserie intérieure et extérieure	4	1.064,00 €
SARL BROUSSE	Electricité - Plomberie	6	625,00 €
VERLHAC	Plâtrerie – Isolation	5	3.127,36 €

Modification des statuts Du SIAEP du Périgord Noir Et adhésion de la commune De Cazoulès

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal les éléments suivants :

Dans le cadre du transfert de la compétence eau potable à la Communauté de Communes du Pays de Fénelon, il est nécessaire de réaliser une modification statutaire du SIAEP DU PERIGORD NOIR puisque celui-ci devient un syndicat mixte.

La Communauté de Communes du Pays de Fénelon par délibération n°2 du 25/01/2018 sollicite l'extension du champ d'intervention géographique du SIAEP DU PERIGORD NOIR à la commune de CAZOULES.

Le Comité Syndical du SIAEP du PERIGORD NOIR, lors de sa réunion du 09/03/2018 a donné une suite favorable à cette demande d'extension de son champ d'intervention géographique à la commune de CAZOULES et a validé la modification statutaire en modifiant l'article 1 des statuts du SIAEP de la manière suivante :

Article 1 : Constitution du Syndicat

En application des articles L 5212-1 à 5212-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé entre :

- les Communes de Besse, Bouzic, Campagnac-lès-Quercy, Castelnaud-la-Chapelle, Cénac-et-Saint-Julien, Daglan, Domme, Florimont-Gaumier, Groléjac, La Roque Gageac, Marillac-Saint-Quentin, Nabirat, Proissans, Saint-Cybranet, Saint-Laurent-la-Vallée, Saint-Martial-de-Nabirat, Saint-Pompon, Saint-Vincent-le-Paluel,

Sainte-Nathalène, Salviac (46), Sarlat-la-Caneda, Veyrines-de-Domme, Vézac, Vitrac,
- la Communauté de Communes du Pays de Fénélon pour le compte des communes de Calviac-en-Périgord, Carlux, Carsac-Aillac, Cazoulès, Orliaguet, Peyrillac-et-Millac, Prats-de-Carlux, Saint-Crépin-et-Carlucet, Saint-Geniès, Sainte-Mondane, Simeyrols et Veyrignac,

Un Syndicat Mixte à vocation unique qui prend la dénomination de Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Périgord Noir.

Monsieur le Maire propose d'accepter cette modification statutaire ainsi que l'adhésion de la commune de CAZOULES.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité décide d'accepter la modification statutaire telle que présentée ainsi que l'extension du champ d'intervention géographique du SIAEP du PERIGORD NOIR à la commune de CAZOULES.

La présente délibération annule et remplace celle du 12 avril 2018 ayant le même objet.

**Création d'un emploi
d'adjoint administratif de
2^{ème} classe**

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il est souhaitable de créer un emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à compter du 1^{er} juin 2018 pour une durée hebdomadaire de travail de 35 heures. Les fonctions attachées à cet emploi seraient les suivantes :

- Animation de l'Agence Postale Communale ;
- Accueil physique et téléphonique du public à la Mairie ;
- Aide aux tâches de secrétariat de la Mairie.

Il précise que cet emploi pourrait être occupé par Mme Stéphanie Pizzinato épouse Picot, dont le contrat avec la commune de Domme expire au 31 mai 2018. Il propose au Conseil Municipal de recruter cette personne pour intégrer la création d'emploi proposée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de créer un emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à compter du 1^{er} juin 2018 pour une durée hebdomadaire de travail de 35 heures pour les fonctions suivantes attachées à cet emploi : animation de l'Agence Postale Communale, accueil physique et téléphonique du public à la Mairie et aide aux tâches du secrétariat de Mairie ;
- d'accepter le recrutement de Mme Stéphanie Pizzinato épouse Picot pour occuper cet emploi ;
- que l'agent nommé dans l'emploi ainsi créé percevra une rémunération correspondant à son indice de départ ;

- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé dans l'emploi ainsi créé et les charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget communal aux chapitres prévus à cet effet.

**Remplacement de la borne
Camping-cars**

Le Maire indique qu'il convient de procéder au remplacement de la borne des camping-cars du Pradal et présente le devis de la société TRIGANO. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte le devis de la société TRIGANO d'un montant de 3.477,60 € HT et autorise le Maire à le signer.

**Achat d'équipement de
signalisation**

Le Maire indique qu'il convient de procéder à une acquisition supplémentaire d'équipements de signalisation et présente deux devis de la société SIGNATURE :

- le premier devis, d'un montant HT de 659,53 € pour l'acquisition de panneaux et réglettes ;
- le deuxième devis d'un montant HT de 660,46 € pour l'acquisition de plans de parkings.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte les devis de la société SIGNATURE qui viennent de lui être présentés et autorise le Maire à les signer.

Gestion des FPS et des RAPO

Le Maire indique qu'il convient de compléter le dispositif de gestion des Forfaits Post-Stationnement (FPS) et des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) et présente le devis de la société YOU TRANSACTOR. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 11 voix pour, 2 contre et 2 abstentions, accepte la proposition de la société YOU TRANSACTOR d'un montant de 5.010,00 € HT et autorise le Maire à la signer.

**Marché de Domme :
Instauration d'une
tarification Pour les
commerçants non
Sédentaires venant en juillet
Et en août uniquement**

Vu les délibérations du 04 juin 2014 et du 15 mars 2017 relatives aux droits du marché de détail de Domme ;
Vu l'avis rendu le 12 avril 2018 par la Commission qui regroupe élus de Domme et commerçants non sédentaires du marché de Domme parmi lesquels la représentante pour le marché de Domme du Syndicat des Commerçants des Marchés de France en Dordogne ;
Sur proposition de M. Bernard Lambert, Conseiller Délégué et responsable du marché hebdomadaire de Domme, le Conseil Municipal décide à l'unanimité d'instituer une tarification pour les commerçants non sédentaires présents sur le marché de Domme uniquement en juillet et/ou en août, et de fixer cette tarification à 2,50 €/mètre linéaire, forfait électrique non compris.

**Versement d'une indemnité
D'expropriation à
M. Henri-Jean Lambert**

Le Maire rappelle que l'ordonnance d'expropriation, prononcée le 04 juillet 2016 par la Juridiction de l'Expropriation de la Dordogne, a déclaré Monsieur Henri Jean Lambert, né le 04 juin 1924 à Domme (24), demeurant à « Clos de Bard » 24250 Domme, exproprié pour cause d'utilité publique au profit de la commune de Domme, de la parcelle D-103 située « Sous la Barre », terrain nécessaire à l'aménagement et à la mise en sécurité d'un drain d'eau pluviale surplombant le CD 50 au lieu-dit « Sous la Barre ».
L'évaluation de la parcelle expropriée sise « Sous la Barre » et cadastrée en section D sous le numéro 103, a été estimée à 2.750 € (Deux mille sept cent cinquante Euros).

Cette ordonnance d'expropriation a fait l'objet d'une publication par le service de la publicité foncière du Centre des Impôts de Sarlat-La Canéda en date du 12 juillet 2016.

Au terme d'une procédure judiciaire, Monsieur Henri Jean Lambert a fait savoir qu'il acceptait le jugement rendu par la Juridiction de l'Expropriation de la Dordogne.

Le Maire demande au Conseil Municipal de l'autoriser à procéder au versement de l'indemnité fixée par la Juridiction de l'Expropriation de la Dordogne, soit 2.750 € (Deux mille sept cent cinquante Euros).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à verser à Monsieur Henri Jean Lambert l'indemnité fixée par la Juridiction de l'Expropriation de la Dordogne, soit 2.750 € (Deux mille sept cent cinquante Euros) pour la parcelle D-103 située « Sous la Barre », terrain nécessaire à l'aménagement et à la mise en sécurité d'un drain d'eau pluviale surplombant le CD 50 au lieu-dit « Sous la Barre ». M. Bernard Lambert n'a pris part ni au débat ni au vote.

Travaux d'aménagement Porte Delbos

Le Maire indique qu'il convient de procéder à des travaux d'aménagements à la Porte Delbos et présente deux devis de la SARL Montet Maçonnerie :

- le premier devis, d'un montant HT de 912,74 € pour la canalisation des eaux pluviales ;
- le deuxième devis d'un montant HT de 384,55 € pour le changement d'une pierre chasse-roue.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte les devis de la SARL Montet Maçonnerie qui viennent de lui être présentés et autorise le Maire à les signer.

Travaux d'aménagement d'un local d'une salle au dessus des toilettes de la Place de la Rode

Le Maire indique qu'il convient de procéder à des travaux d'aménagement d'une salle au dessus des toilettes de la Place de la Rode et présente deux devis :

- le premier devis, de l'entreprise Patrick Faugère, d'un montant HT de 4.540,00 € pour des travaux d'aménagement du sanitaire ;
- le deuxième devis, de la SARL Dufour Electricité, d'un montant HT de 1.701,30 € pour des travaux d'électricité sur l'ensemble des pièces de l'étage.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention, accepte les devis qui viennent de lui être présentés et autorise le Maire à les signer.

Financement de séjours pédagogiques

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention, décide de participer au financement de séjours pédagogiques auxquels ont participé des élèves dommois et ce comme suit : 150 € au Collège la Boétie.

Transfert de propriété du CIS de Domme

Le Maire présente un projet de délibération visant à transférer au SDIS de la Dordogne la propriété du centre d'Incendie et de secours de Domme de manière à lui permettre d'assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux d'extension. Suite au débat qui s'engage, il est décidé de reporter la décision à une date ultérieure dans l'attente d'un supplément d'information.

Communications**- Droits de stationnement**

Au 19/05/2018, le produit global des droits de stationnement est en hausse :

Parking	Produit	Différence
Pradal	3.374 €	- 704 €
St James	7.557 €	+ 1.362
Bastide	26.402 €	+ 9.545 €

- Caserne de Gendarmerie

Le Maire annonce que le projet de construction d'une nouvelle Caserne de Gendarmerie a été retenu par le Ministère de l'Intérieur.

Fait à Domme, le 30/05/2018